



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

**ARRETE PREFECTORAL autorisant
COSMOLYS EURL à AVELIN à déroger à
l'article 88 du règlement sanitaire départemental
pour la mise en œuvre d'appareils de
prétraitement par désinfection des déchets
d'activités de soins à risques infectieux**

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-
CALAIS, PREFET DU NORD,
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE
LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DANS L'ORDRE NATIONAL
DU MERITE**

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L1311-1, L1311-2, L1312-1, L1312-2, L1335-2, R1335-1 à R1335-14 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L541-46 et R541-8 ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 2003 modifié relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental du Nord, et notamment ses articles 88 et 153 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 autorisant COSMOLYS EURL à LOOS à déroger à l'article 88 du règlement sanitaire départemental pour la mise en œuvre d'appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et son arrêté modificatif du 13 mai 2008 ;

Vu la circulaire n°53 du 26 juillet 1991 relative aux modalités de mise en œuvre des procédés de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés ;

Vu la circulaire DGS/DPPR n°49 du 15 juillet 1994 relative à la mise en œuvre du procédé Ecostéryl 250 de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés ;

Vu la circulaire DGS/DGPR n°102 du 14 avril 2009 relative à la mise en œuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux « AMB-série 125-Ecostéryl »;

Vu la circulaire DGS/DPPR n°911 du 25 mai 2000 relative à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et à l'application de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la circulaire DGS/DPPR n°292 du 29 mai 2000 relative à diverses mesures concernant les appareils de désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ;

Vu la demande du 29 octobre 2009 présentée par COSMOLYS EURL, siège social sis rue Salvador Allende, Parc Eurasanté, 59120 LOOS en vue d'être autorisé à déroger à l'article 88 du règlement sanitaire départemental pour exploiter des appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés dans la zone d'activités Les Marlières, 59 710 AVELIN ;

Vu l'avis de monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Nord du 24 novembre 2009 ;

Vu l'avis émis par le comité départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 15 décembre 2009 ;

Considérant que les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté à COSMOLYS EURL sont de nature à protéger les intérêts visés par le code de la santé publique ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord :

ARRETE

<i>Titre I : conditions générales de l'autorisation</i>
--

Article 1 : objet

COSMOLYS EURL, dont le siège social est situé rue Salvador Allende, Parc Eurasanté, 59120 LOOS, est autorisé à déroger à l'article 88 du règlement sanitaire départemental du Nord pour l'exploitation d'appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés implantés dans la zone d'activités Les Marlières, 59 710 AVELIN, sous réserve du strict respect des dispositions contenues dans le présent arrêté.

La capacité maximale de prétraitement par désinfection autorisée est de 14 tonnes de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés par jour soit 5 000 tonnes par an.

L'installation est composée des appareils suivants :

- deux appareils de type « AMB-série 250-Ecostéryl » de capacité de prétraitement unitaire de 250 kg/heure,
- un appareil de type « AMB-série 125-Ecostéryl » de capacité de prétraitement de 125 kg/heure.

Article 2 : plans et documents de référence

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, les installations de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints au dossier établi par COSMOLYS EURL en date du 29 octobre 2009.

Article 3 : contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles prévus dans le présent arrêté, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses de déchets et d'effluents (*gazeux ou liquides*), des mesures acoustiques et des évaluations de risques sanitaires soient réalisés par un organisme tiers dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

<i>Titre II : conditions d'exploitation</i>
--

Article 4 : principes généraux d'exploitation

L'exploitation des appareils de prétraitement par désinfection doit être réalisée conformément aux dispositions :

- des articles R1335-1 à R1335-14 du code de la santé publique ;
- de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;

- de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;
- de la circulaire DGS/DPPR n°49 du 15 juillet 1994 relative à la mise en œuvre du procédé Ecostéryl 250 de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés ;
- de la circulaire DGS/DGPR n°102 du 14 avril 2009 relative à la mise en œuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux « AMB-série 125-Ecosteryl » ;

De plus, les prescriptions suivantes doivent être strictement respectées :

- les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ne peuvent être acceptés que s'ils sont conditionnés conformément aux prescriptions de l'arrêté du 24 novembre 2003 modifié relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine.

L'utilisation et la maintenance des appareils de prétraitement par désinfection sont effectuées par du personnel formé à cet effet. Enfin, le mode d'exploitation des appareils doit être tel qu'il n'y ait aucun risque de contamination des résidus quittant les dispositifs de prétraitement ou leurs abords immédiats.

Article 5 : désignation des déchets prétraités par l'installation

Les déchets admissibles dans les appareils de prétraitement sont les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés définis à l'article R1335-1 du code de la santé publique.

➤ Article 5.1 : origine géographique des déchets admissibles

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés à prétraiter proviennent des régions suivantes :

- Nord Pas-de-Calais,
- Champagne-Ardennes,
- Picardie,
- Ile-de-France,
- Haute-Normandie,
- Basse Normandie.

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés prétraités provenant d'autres régions ou pays de l'Europe sont soumis à l'accord des autorités compétentes [Préfet de département], sous réserve du respect des règles relatives aux transferts transfrontaliers des déchets.

➤ Article 5.2 : déchets interdits au prétraitement par désinfection

Sont notamment exclus des installations de prétraitement :

- les sels d'argent ;
- les clichés radiographiques ;
- les produits chimiques explosifs à haut pouvoir oxydant ;
- les déchets mercuriels ;
- les déchets radioactifs ;
- les pièces anatomiques et les cadavres d'animaux destinés à la crémation ou à l'inhumation ;
- les toxiques, et notamment déchets liés à l'utilisation de médicaments cytostatiques ou cytotoxiques ;
- les déchets susceptibles de renfermer des agents transmissibles non conventionnels ;
- les déchets susceptibles de nuire au bon fonctionnement des appareils de prétraitement par désinfection.

Article 6 : contrôles des déchets

Toute arrivée de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés sur le site doit faire l'objet de la part de l'exploitant des vérifications suivantes :

- présence d'un bordereau de suivi ou d'un «bon de prise en charge» conforme à l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ;
- contrôle visuel de la conformité des emballages à l'arrêté du 24 novembre 2003 modifié relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine ;
- contrôle de la radioactivité à l'aide d'un dispositif de détection automatique de radioactivité.

En cas de détection de toute anomalie par rapport aux présentes vérifications, l'exploitant refuse le chargement de déchets et prévient sans délai l'émetteur. La procédure de gestion des refus de déchets doit être formalisée par écrit et tenue à la disposition de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Article 7 : traçabilité

Les documents de suivi (*bordereaux ou «bons de prise en charge»*) doivent être conservés pendant trois ans.

L'exploitant tient sur un registre une comptabilité rigoureuse des déchets arrivés sur le site précisant notamment l'origine (producteur), la masse et la nature des déchets, l'horaire de prise en charge du déchet chez le producteur, l'heure et la date du prétraitement. Ce document est tenu à disposition de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales pendant trois ans.

Les raisons d'un refus de déchets sont également consignées sur le même registre. L'exploitant doit informer par écrit sans délai la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de chaque refus de prise en charge de déchets.

Article 8 : entreposage des déchets, prétraitement et stockage des conteneurs désinfectés

➤ Article 8.1 : caractéristiques des différentes aires

Les différentes aires doivent être distinctes, aménagées de façon à récupérer toute fuite éventuelle et faire l'objet d'une identification précise.

Si les déchets ne sont pas introduits directement dans les appareils de prétraitement par désinfection dès leur arrivée, ceux-ci sont stockés sur une aire d'entreposage conforme aux prescriptions de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Le local d'entreposage doit être nettoyé et désinfecté en tant que de besoin et au minimum une fois par semaine.

Le stockage maximal de déchets en attente de prétraitement par désinfection est limité à 15 tonnes ou 250 grands emballages ou grands récipients pour vrac.

Les appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés doivent être implantés dans un local conforme aux prescriptions de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

Ils sont implantés sur une aire étanche, aménagée de façon à récupérer toute fuite éventuelle. L'implantation des machines doit être conçue de façon à pouvoir assurer le nettoyage de l'aire sur laquelle elles reposent.

Le local de prétraitement par désinfection doit être nettoyé et désinfecté en tant que de besoin et au minimum une fois par semaine.

➤ *Article 8.2 : contraintes liées aux emballages*

Les emballages contenant les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés sont manutentionnés par du personnel formé à cet effet.

La manutention des emballages est réduite au minimum nécessaire, et elle doit être réalisée de manière à éviter tout risque de contamination.

Après déchargement, les grands emballages et les grands récipients pour vrac sont nettoyés et désinfectés intérieurement et extérieurement sur le site de prétraitement. Les procédures de nettoyage et de désinfection doivent être formalisées par écrit et tenues à la disposition de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les grands emballages et les grands récipients pour vrac, propres et désinfectés, s'ils ne sont pas immédiatement repris, sont entreposés et couverts sur une zone spécifique prévue à cet usage.

Article 9 : accès aux locaux d'entreposage et de prétraitement

L'accès à ces locaux est fermé et réservé au personnel habilité par l'exploitant et aux personnes habilitées à réaliser les contrôles.

Article 10 : délais de prétraitement par désinfection

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés doivent être prétraités le plus rapidement possible après leur arrivée sur le site, dans le respect des délais maximums définis dans l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

Article 11 : suivi du prétraitement par désinfection

Les paramètres de désinfection (temps, température, pression...) doivent être enregistrés en continu. Les enregistrements restent à la disposition de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales pendant trois ans.

Selon la méthodologie de prélèvement et d'analyse décrite dans la norme NF X 30-503 relative à la réduction des risques microbiologiques et mécaniques par les appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, des essais sur porte-germes (spore de *Bacillus subtilis* CIP 7718, à un titre de 10^5 spores bactériennes) sont réalisés chaque trimestre par l'exploitant.

Ces essais, à la charge de l'exploitant, sont effectués par un laboratoire accrédité COFRAC 100.2. Ils sont réalisés à J + 0 (ensemencés le jour du prélèvement) et à J + 14 (ensemencés après 14 jours d'entreposage dans le laboratoire pour s'assurer de l'absence de reviviscence des germes). Dès leur réception par l'exploitant, les résultats sont adressés à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

En cas d'abattement inférieur à cinq \log_{10} (réduction d'au moins 10^5 du nombre de germes), l'exploitant doit immédiatement alerter la direction départementale des affaires sanitaires et sociales et fait procéder à de nouveaux essais sur porte-germes dans les 48 heures qui suivent la publication des résultats.

Si deux essais consécutifs sur porte-germes sont non conformes, ou en cas de dérive des paramètres de désinfection enregistrés, l'exploitant doit mettre en œuvre toutes les actions correctives pour obtenir des tests conformes et immédiatement en aviser la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, qui peut imposer l'arrêt de l'appareil. L'exploitant de l'appareil de prétraitement par désinfection est alors

tenu d'éliminer ses déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés par la filière dûment autorisée prévue en cas de panne de l'appareil.

La direction départementale des affaires sanitaires et sociales peut ordonner, aux frais de l'exploitant, tous les essais jugés nécessaires avant d'autoriser la remise en fonctionnement de l'appareil.

Article 12 : devenir des déchets prétraités par désinfection

Les déchets prétraités par désinfection (code déchet 19 03 05) doivent être stockés dans une benne étanche.

Ils sont éliminés, dans des délais raisonnables, par une filière d'incinération d'ordures ménagères conforme aux dispositions de l'arrêté du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ou à défaut dans une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée, ils ne peuvent cependant être compostés. Afin de garantir ce type d'élimination, l'exploitant est tenu d'établir une convention ou un contrat avec une (ou des) entreprise(s) spécialisée(s).

Si les déchets prétraités ne peuvent être acceptés dans cette installation (arrêt technique, incident...), ils devront être dirigés vers une autre usine d'incinération autorisée ou installation de stockage de déchets non dangereux autorisée. Cette alternative doit aussi faire l'objet d'une convention ou d'un contrat liant les exploitants.

L'exploitant établit des bordereaux de suivi qui permettent d'assurer la traçabilité de l'élimination de ces déchets.

Article 13 : défaillance de la filière de prétraitement par désinfection

En cas de défaillance des appareils de prétraitement, l'exploitant est tenu de recourir à une filière dûment autorisée pour assurer la bonne élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés. Cette alternative doit faire l'objet d'une convention ou d'un contrat avec une (ou des) entreprise(s) autorisée(s).

Article 14 : information de l'administration

L'ensemble des contrats ou conventions précités dûment datés et signés par toutes les parties doit être communiqué dès finalisation à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Tout incident ou accident susceptible de modifier de façon notoire la qualité du prétraitement doit être porté immédiatement à la connaissance de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales et de toutes les autres administrations concernées et être mentionné au registre d'exploitation.

L'exploitant tient à disposition de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales une synthèse annuelle des activités de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés. Cette synthèse comprend notamment les éléments suivants :

- quantité de déchets admis sur le site ;
- quantité de déchets prétraités par désinfection et devenir de ces déchets ;
- quantité de déchets redirigés vers les solutions de secours ;
- quantité de déchets refusés ;
- résultats des autocontrôles ;
- consommations diverses (*eau, énergie, consommable, ...*) ;
- nombre de jours d'arrêt de l'installation ;
- accidents.

L'exploitant transmet à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales au plus tard le 31 mars de chaque année le récapitulatif annuel et mensuel des quantités prétraitées par producteur et par collecteur.

Titre III : prévention de la pollution des eaux

Article 15 : plans des réseaux

Un schéma de tous les réseaux doit être établi par l'exploitant, daté et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales et des services d'incendie et de secours.

Article 16 : protection des réseaux d'eau potable

Les réseaux intérieurs de distribution ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation, et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau dans les installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Article 17 : autorisation de rejet

Une autorisation de rejet des eaux usées dans le réseau public doit être délivrée par le gestionnaire du réseau d'assainissement conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Titre IV : prévention de la pollution de l'air

Article 18 : prévention de la pollution atmosphérique

➤ Article 18.1 : dispositions générales

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

➤ Article 18.2 : rejet

L'air provenant des appareils de prétraitement par désinfection fait l'objet d'une filtration efficace avant rejet.

➤ *Article 18.3 : surveillance*

L'exploitant fait procéder annuellement à un contrôle de la qualité de l'air dans l'environnement immédiat de l'appareil de prétraitement par un laboratoire accrédité COFRAC 100.2. Ce contrôle, à la charge de l'exploitant, est effectué selon les modalités décrites par la norme NF X 30-503 relative à la réduction des risques microbiologiques et mécaniques pour les appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

Les résultats sont transmis à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales dès leur réception par l'exploitant.

La direction départementale des affaires sanitaires et sociales peut demander que des contrôles supplémentaires soient effectués en cas de besoin, les frais occasionnés étant supportés par l'exploitant du site de prétraitement.

<i>Titre V : bruit</i>

Article 19 : prévention du bruit et des vibrations

Les dispositions du code de la santé publique relatives au bruit de voisinage (articles R1334-30 à R1334-37) doivent être respectées.

La direction départementale des affaires sanitaires et sociales peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

<i>Titre VI : déchets</i>

Articles 20 : élimination des déchets générés par l'activité

➤ *Article 20.1 : stockage des déchets*

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (*prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs*) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques.

Les récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

➤ *Article 20.2 : élimination*

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans des installations classées autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

➤ *Article 20.3 : comptabilité*

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement ;
- type et quantité de déchets produits ;
- opérations ayant généré chaque déchet ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

<i>Titre VII : dispositions générales</i>
--

Article 21 : modifications

Toute modification apportée à l'installation de prétraitement par désinfection, à son mode d'exploitation ou à son voisinage et de nature à modifier de façon notable le dossier de demande de dérogation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales et des services d'incendie et de secours avec tous les éléments d'appréciation.

Article 22 : transfert des installations, changement d'exploitant

Tout transfert des installations visées à l'article 1 du présent arrêté sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande de dérogation.

Tout changement de propriétaire ou d'exploitant rendrait caduque la présente dérogation.

Article 23 :

Les autres réglementations applicables pour les appareils de prétraitement par désinfection (implantation, installation et fonctionnement) et pour le site, relatives notamment à la protection de la santé publique, à l'hygiène et la sécurité des travailleurs et au transport des marchandises dangereuses par route s'ajoutent aux prescriptions du présent arrêté.

Article 24 : délais

L'ensemble des prescriptions précitées est applicable dès notification du présent arrêté.

Article 25 : sanctions

A défaut pour l'exploitant de se conformer au présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par l'article L541-46 du code de l'environnement.

Article 26 : abrogation

L'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 modifié autorisant COSMOLYS EURL à LOOS à déroger à l'article 88 du règlement sanitaire départemental pour la mise en œuvre d'appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux est abrogé.

Article 27 : délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans les deux mois à compter de la date d'envoi de sa notification (date du recommandé).

Article 28 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord, monsieur le maire d'Avelin, monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **29 DEC. 2009**

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil

